

Un bouquet pour l'avarice, *péché capital*

10 chroniques du *blog du développement durable* autour du thème de l'avarice

Une affaire de cassette, bien sûr, mais qu'y a-t-il dans la cassette ? Le *capital*¹ de la planète fout le camp, je ne blâmerai pas ceux qui en sont avarés, et qui tentent de le conserver.

Voilà une transposition bien complaisante de l'avarice, me direz-vous. Chacun jugera, mais l'important ne serait-il pas de tenir des comptes ? C'est bien triste, vous auriez préféré que l'important fût la rose, mais ça n'empêche pas.

Compter, faire des bilans, accumuler des richesses. Des vertus d'avare, qui ne sont pas à négliger pour autant quand on s'intéresse au développement durable. Il faut capitaliser, accumuler des richesses et les conserver. Il faut aussi les faire fructifier, qu'elles rapportent tout en prenant de la valeur. Il n'est pas interdit à l'avare d'être intelligent. Il n'est pas obligé de tuer la poule aux œufs d'or. S'il est malin, il la chouchoute, comme on aimerait bien que la planète le soit. Il guette les œufs d'or, comme nous devrions nous émerveiller des richesses que la nature nous procure. Il y évidemment des avarés idiots, qui s'assoient sur leur tas d'or et le stérilise. Tout comme, dans la série des péchés capitaux, nous avons vu des orgueilleux qui placent mal leur *orgueil*², et des envieux rongés par leurs *envies*³, et donc malheureux comme les pierres.

Il faut reconnaître que l'aspect un peu mesquin de l'avare est agaçant. Ce n'est pas l'orgueilleux magnifique, stupide mais rigolo dans sa superbe. Eteins la lumière ! La barbe, pour ne pas dire *la peste* en hommage à Molière, que ces avarés et ces avaricieux qui nous demandent d'économiser. Il serait tellement plus facile de laisser le robinet couler, la *lumière*⁴ allumée, les fenêtres ouvertes sur le chauffage brulant. L'avare est constant dans son péché capital, il le vit au **quotidien**, l'applique à la multitude des choses de la vie, jusque dans les détails.

Son souci de l'économie en fait quand même un bon écolo. Il fait de **l'auto stop**, ça coûte moins cher que d'avoir une voiture ; il récupère les **restes**, pour ne pas gaspiller. Il achète malin, récupère ce qu'il peut, fait le **soldes**. Il utilise tous les

¹ [Capital](#), chronique du 22/02/2007

² [Orgueil](#) (05/01/2009)

³ [Envie](#) (12/01/2009)

⁴ [Lumière](#) (14/12/2006 et n°39 dans *Coup de shampoing sur le développement durable* (www.ibispress.com)

tuyaux pour ne pas dépenser : non aux emballages tape à l'œil, oui à l'eau du robinet. Il y fait attention, à son **robinet** : pas de goutte qui goutte, le **compteur** tourne, ça coûte une fortune ! L'avare se jette sur les ampoules économiques, tant il tient à son bel argent ! Il préserve son pouvoir d'**achat** en cultivant son jardin et en marchant à pied.

Le développement durable et l'avarice font donc bon ménage, quand il s'agit de lutter contre le gaspillage, de faire attention, tout simplement. L'avarice se décline aussi collectivement. Les villes sont amenées à faire des économies, surtout en période de crise. Elles se sont aperçues qu'elles pouvaient gagner beaucoup d'argent en modulant leurs dépenses. Une gestion différenciée des espaces verts, de l'éclairage public, par exemple, tout simplement en traitant différemment des espaces **différents**, fait gager beaucoup d'argent. C'est bon, ça, dit l'avare en se frottant les mains. Et pourquoi donc fallait-il absolument tondre ras les terrains de jeu des enfants, pourquoi donc fallait-il éclairer vivement et toute la nuit des espaces à peine fréquentés ? L'avarice rend malin, manifestement. Au lieu de dépenser son or, l'avare cherche d'autres solutions. Au lieu de dépenser les ressources de la planète, son pétrole comme son patrimoine biologique, nous pourrions aussi nous montrer avares de ces richesses. Ne tirons plus de **chèque** en blanc sur la planète et ses ressources, laissant à nos descendants le soin de rembourser nos dettes.

Voilà donc notre avare bien sous tous rapports, pour ce qui est du développement durable. Pour peu qu'il soit aussi orgueilleux et envieux, il en sera une vedette !

Les dix chroniques du bouquet pour l'avarice

Quotidien	Auto-stop	Restes	Soldes	Tuyau
Robinet	Compteur	Achat	Différent	Chèque

Quotidien¹

Eteins la lumière en partant ! Voilà bien une injonction *durable*. Arrêtons de consommer de l'énergie pour rien, halte au gaspillage. Il est vrai que cette dépense inutile pour nous et nuisible pour la planète, cumulée et multipliée par les millions que nous sommes à négliger ces petits gestes quotidiens, représente un bon paquet de tranches nucléaires ou de tonnes de carbone envoyées en l'air.

Cet appel à l'effort de tous fait parfois ricaner les bons esprits. A quoi bon embêter des millions de braves gens alors qu'il existe par ailleurs des causes massives de dégradation de l'environnement et de gaspillage de ressources. Les dégazages en mer, la publicité forcenée pour les voitures, une urbanisation incontrôlée, les haricots verts en hiver et les pollutions agricoles, voilà de vrais problèmes, autrement plus importants que la pauvre ampoule qui brûle quelques heures pour personne. Ces bons esprits raisonnent bien, il ne sert rien de culpabiliser notre entourage et de les harceler au nom de l'écologie et du réchauffement climatique. Il n'empêche que c'est bien l'accumulation de micro gestes qui pèse sur l'environnement. Comment être efficace dans ces conditions, comment parvenir à généraliser une attitude vertueuse sans ennuyer tout le monde ?

Il faut remonter aux causes, et à la nature même des objets que nous utilisons chaque jour, aux instruments qui nous servent à se déplacer, à faire la cuisine, à laver et repasser notre linge, etc. Culpabiliser ne sert à rien, mais informer et permettre à chacun de prendre ses responsabilités est bien différent. Il faut pour cela que l'information soit claire et donnée en situation. Un message général sur les économies de carburant que l'on peut faire avec une conduite douce n'aura qu'un faible impact. Il sera peut-être écouté avec plus d'attention au moment de payer son plein, ou pendant les cours de l'auto école, surtout s'il devient un passage obligé pour obtenir le permis. L'efficacité énergétique ne doit pas rester un gadget additionnel à un achat ou à un *apprentissage*², mais doit se trouver naturellement intégré dans la prestation. Ce n'est pas le particulier qui fait alors l'objet de la pression, mais le professionnel qui la lui vend. Le dispositif encore expérimental des certificats d'économies d'énergie est une traduction opérationnelle de ce principe : au professionnel d'aider son client à consommer moins.

Pour certains matériels, ce principe est utilisé depuis longtemps. L'affichage des consommations d'énergie et d'eau, avec des étiquettes de A à G par exemple, ou des consommations en litres d'eau ou kWh, fonctionne bien. Pas d'injonction au consommateur, mais des informations qui lui permettent de faire les bons *achats*³ sans efforts. L'écologie facile ! Certains grincheux le regretteront, pensant qu'il faut absolument faire des efforts pour être *vertueux*⁴, que sinon ça ne compte pas. C'est pourtant la bonne manière de faire, si l'on veut éviter que le développement durable ne soit synonyme de privation et d'ascèse. L'étiquetage se développe. Les voitures doivent en être pourvues, les maisons à vendre ou à louer. Il y a bien sûr une part de comportement dans ces deux cas, ce n'est pas comme une machine à laver que l'on regarde travailler. Il n'empêche que les indications donnent une échelle, et que le A sera toujours plus économe que le G. La bonne information conduit aussi

¹ Chronique publiée le 11 août 2008

[2 Apprenti](#), chronique du 18/06/2007

[3 Achat](#), chronique du 03/12/2007

[4 Vertu](#), chronique du 15/03/2007

les fournisseurs à changer leurs gammes de produits. On a vu dans l'électro ménager disparaître des rayons les matériels les moins bien classés. Déjà, à la fin des années 1980, l'étiquette « protège la couche d'ozone » apposée sur les bombes aérosol avaient provoqué une transformation profonde de l'offre. Le consommateur averti devient ainsi un acteur clé du développement durable, par son influence sur l'offre qui lui est proposée. Situation bien trop rare, et qu'il convient de favoriser.

Au-delà des produits, il serait bon de s'interroger sur les manières de faire. Y a-t-il des manières de faire la *cuisine*¹ plus économe en énergie, ou moins productrice de déchets, tout en restant dans la même fourchette financière ? Aujourd'hui la mode du Wok se développe. Très bien, voilà des saveurs nouvelles. Quel impact sur la consommation d'énergie, d'eau ? Je n'en sais rien, et c'est bien dommage. Quel est le bilan du feu vif mais plus bref que d'habitude ? Et la vaisselle qui suit...

Le micro ondes, la cocotte minute, ont été largement promus par un discours sur les économies d'énergie. Encore faut-il s'en servir convenablement. Pourrait-on, dans les recettes de cuisine, de cuisine facile notamment, marquer d'un astérisque les plats les plus durables, et distiller de bons conseils en ce sens ? Il y a les ingrédients achetés au marché, avec l'effet saison, mais aussi la méthode de cuisson, d'assaisonnement, la température de consommation, etc.

Nous avons déjà parlé dans ce blog des *veilles*², de plus en plus nombreuses, dont sont munies nos télévisions et autres appareils multimédia, les téléphones, et sans doute bien d'autres équipements branchés en permanence. Nous savons qu'au final, sur l'année, une télévision aura plus consommé en veille qu'en marche, et que le ratio est encore bien plus effrayant pour un magnétoscope. Les veilleuses consomment beaucoup, comme les transformateurs qui ont également envahi nos appartements et qui chauffent en permanence. On peut demander au consommateur d'être vigilant, et de couper les veilleuses, mais ne vaudrait-il pas mieux que ces dernières soient vraiment très économes, vivent sur des réserves et non sur le réseau. L'industrie sait parfaitement le faire, tout comme elle sait fabriquer des transformateurs qui ne dissipent pas d'énergie en chaleur 24 heures sur 24. La multitude de gestes quotidiens donnent incontestablement une grande responsabilité à chacun d'entre nous pour la sauvegarde de la planète. Mais le pauvre consommateur ne peut rien tout seul, il ne choisit que ce qu'il trouve en magasin, et suit les modes d'emploi qui lui sont proposés. La responsabilité des fournisseurs est donc centrale, et la réactivité que l'on a pu constater de la part des consommateurs montre bien une attente forte. Le développement durable offre le cadre d'un nouveau type de dialogue entre fournisseur et consommateur. Le monde nouveau, à construire collectivement, se dessine ainsi, à partir des actions les plus quotidiennes.

¹ [Cuisine](#), chronique du 12/10/2006 et n°17 dans *Coup de shampoing sur le développement durable* (www.ibispress.com)

² [Veille](#), chronique du 09/06/2006 n°78 dans *Coup de shampoing*

Auto-stop¹

Aujourd'hui, on parle beaucoup de covoiturage. Ce mot a été inventé par nos amis Québécois pour ne pas avoir à utiliser le mot américain car-pooling, version moderne et organisée de notre bon vieil auto-stop. Le principe est de bien remplir une voiture, ce qui ne peut être que favorable pour l'environnement : une consommation à peine supérieure pour un service rendu (le déplacement d'une personne) démultiplié. Bravo, c'est ça la performance, le bon rendement en termes de ressources utilisées pour un usage donné. On peut d'ailleurs la rendre obligatoire, ou la favoriser par des privilèges (tarifs réduits, voies prioritaires) pour réduire ou fluidifier la circulation en cas de forte pollution ou d'encombrements réguliers. Ça met la *vitesse*² de côté, et ça rappelle qu'il ne faut pas se tromper de critère pour apprécier le niveau d'un exploit : le facteur limitant, ce n'est pas toujours le temps qui passe (ce qui orienterait la performance vers la vitesse), mais c'est l'espace disponible de la voirie, la capacité de trafic d'une route, la quantité de produits polluants émis. C'est aussi le porte-monnaie, et sur ce point l'auto-stop est aussi une bonne opération. Bon pour l'environnement, bon pour le porte-monnaie, il reste à vérifier que c'est aussi bon pour le social, et on est pile dans la ligne du développement durable version 3D.

Le social, c'est l'accessibilité au plus grand nombre, c'est la convivialité, et de ces deux points de vue, l'auto-stop est très bien placé. C'est aussi la rencontre avec des inconnus, avec la part d'aventure et d'inquiétude que cela comporte, et aussi la part d'excitation et de curiosité. L'auto-stop se conjugue à toutes les échelles, pour parcourir des milliers de kilomètres, voire faire le tour du monde, ou pour rentrer de plage sur quelques kilomètres. Le développement durable n'était pas d'actualité aux grandes heures de l'auto-stop, quand la voiture était moins répandue qu'aujourd'hui, et pour une fois, la référence au célèbre Monsieur Jourdain, qui faisait du développement durable sans le savoir, s'avère pertinente. L'auto-stop n'a pas attendu le développement durable pour être vertueux. Le développement durable lui donne néanmoins un nouvel élan.

Les voitures sont nombreuses, il y en a même de trop, particulièrement certains jours et sur certains axes. La plupart des ménages, comme on dit à l'INSEE, sont motorisés, la voiture est devenue une prothèse de l'Homme moderne, l'*Hommotau* pour reprendre l'expression de Bernard Charbonneau³, et les bonnes raisons de pratiquer l'auto-stop ne sont plus les mêmes. Il y a toujours la convivialité et le plaisir de la rencontre, mais il y a aussi le souci de l'efficacité de notre potentiel de transport. Cette nouvelle utilité a provoqué bien des transformations à la pratique traditionnelle. Elle existe encore bel et bien, et c'est heureux. Au moment de grands départs en vacances, il n'y a qu'à observer les routes à la sortie des grandes villes pour s'en rendre compte. Mais il fallait aller plus loin et la diversifier. Le téléphone et surtout Internet ont ouvert de nouvelles perspectives à l'auto-stop, avec des

¹ Chronique publiée le 23 juillet 2007

² *Vitesse*, chronique du 16 novembre 2006, n° 80 dans *Coup de shampoing sur le développement durable* (IbisPress)

³ Voir la chronique *Prothèse*, du 17 octobre 2006, n° 59 dans *Coup de shampoing ...*

centrales de mise en relation entre ceux qui offrent des places et ceux qui en demandent. Il est maintenant prévu que les personnes transportées puissent participer aux frais, le voyage est organisé à l'avance, il faut parfois montrer patte blanche, offrir des garanties. Le covoiturage est aussi organisé au quotidien, non plus à l'occasion, pour un voyage, mais chaque jour pour aller au travail. L'auto-stop est ainsi devenu une sorte de prolongement des transports en commun, à base d'une bonne utilisation de moyens particuliers. Avantage de la formule : elle ne demande pas d'investissement de la part de la collectivité, ce n'est qu'une meilleure utilisation des moyens existants. Elle permet aussi de desservir des sites diffus, loin des grands axes, entre voisins. Sa faiblesse est l'incertitude sur les horaires, et même parfois l'assurance que le déplacement aura bien lieu. Les systèmes organisés permettent de faire face à ces inconvénients. Quand le covoiturage est pris en charge au sein d'une entreprise, il apporte le plus souvent quelques avantages, et notamment l'assurance du retour, le soir, en cas d'imprévu ou de défaillance de ceux avec qui on « fait équipe ». Cette garantie, qui prend la forme d'un remboursement de taxi, est déterminante pour déclencher l'adhésion au système. Et elle ne coûte quasiment rien, car il y est très rarement fait appel.

Une des manières simples d'améliorer les performances de notre société, c'est donc l'optimisation dans l'usage des équipements des particuliers. Bien sûr, cette orientation n'est pas exclusive, et participe à un ensemble de solutions où l'imagination et la créativité doivent régner. La question des déplacements de personnes contribue d'un côté à notre liberté, notre qualité de vie, notre enrichissement culturel et matériel, et de l'autre à la pression sur l'environnement et les ressources. Les contradictions sont donc bien au rendez-vous, et il convient de les prendre à bras le corps pour pouvoir en sortir par le haut. Une mobilisation du potentiel des particuliers, pour une mutualisation conviviale de ces moyens est une piste à valoriser, tout comme la gamme de modes de mobilité, du train au vélo, en passant par la voiture particulière, que l'on peut aussi louer ou partager (le concept d'auto partage, bien développé en Suisse et en Allemagne notamment, prend actuellement pied en France), les taxis collectifs, les bus au parcours variable et toutes autres formes de transport à la demande.

Pour l'instant, revenons à l'auto-stop. Bonnes vacances !

Restes¹

Au lendemain des fêtes, l'art d'accommoder les *restes* est une vertu cardinale. Il s'agit là de restes éphémères, le plus souvent, qu'il convient d'intégrer dans des menus courants avant qu'ils ne soient périmés et bons pour le compost.

Il existe aussi d'autres formes de restes, ceux-ci hélas durables. Je veux parler des restes d'une activité industrielle mal contrôlée, très répandue aux heures glorieuses de la révolution industrielle. On pense en premier lieu aux grandes usines, comme les usines à gaz. Le chantier du stade de France est encore dans les esprits, et a révélé la question au grand public. Il y a aussi les mines, et les dépôts de *restes*, les stériles prélevés et rejetés une fois le minerai récupéré. Les plus grandes ne sont pas forcément les plus dangereuses. Bien sûr, les terrils des houillères devront être suivies pendant des années, et font l'objet de traitements lourds, mais la nature des prélèvements et les procédés d'extraction des minerais jouent un rôle déterminant. On a souvent recours à des bains composés de produits chimiques, et on a souvent des proximités de produits qui compliquent singulièrement le tri des matériaux arrachés à la mine. On se retrouve ainsi avec de l'arsenic, du mercure et du cyanure, par exemple, et des métaux lourds très dilués, qui constituent des polluants redoutables s'ils échappent à la vigilance du mineur. Et que dire si le mineur n'y attache aucune importance, comme ce fut le cas pendant des années. La question des sols pollués n'est sérieusement posée que depuis une vingtaine d'années, pour plus de deux siècles de révolution industrielle. Des restes qui coûtent cher à la collectivité et à l'environnement. Des territoires stérilisés, avec parfois nécessité d'une protection, représentent un prix à payer, direct pour les industriels et les pouvoirs publics (donc le contribuable), et indirect, avec effet retard, par la collectivité, qui doit s'éloigner de ces sites, traiter les eaux de pluie qui lessivent ces surfaces, et supporte des *no man's lands*, avec tous les inconvénients qui s'y rattachent.

On assiste ainsi à un transfert de charges de l'entreprise vers la collectivité. La réhabilitation des 581 hectares du site de la mine d'or de Salsigne (Aude), devenu « orphelin » après un siècle d'exploitation d'or, d'argent, de cuivre, de bismuth et de souffre a été évaluée à un montant équivalent aux profits dégagés par l'exploitation². Jared Diamond, dans son ouvrage *Effondrement*³, présente un constat équivalent aux Etats Unis. Parmi les exemples qu'il cite, la mine d'or de Summitville (Colorado), dont l'arrêt brutal en 1992, après 8 années d'exploitation, a provoqué la fin de la maintenance environnementale du site. Des débordements de bassins ont entraîné une diffusion de cyanure dans la rivière Alamosa, la polluant durablement sur 10 kilomètres. Coût de l'opération : 180 millions de dollars, dont 147 ont du être supportés par le contribuable. Des *restes* qui coûtent cher. Au total, aux Etats Unis,

¹ Chronique publiée le 8 janvier 2007

² Voir *Tous gagnants, la dynamique du développement durable*, Dominique Bidou, Ibis Presse, 2004

³ *Effondrement, Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie*, Jared Diamond, NRF essais, Gallimard, 2006

ce serait plus de 12 milliards de dollars qui seraient nécessaires pour restaurer les sites ainsi pollués. Écologie et économie sont bien liées indissolublement¹.

Les *restes* des activités antérieures sont innombrables. Des inventaires sont réalisés, mais il n'est pas question de traiter tous les sols pollués, indistinctement. Il faut qu'il y ait une raison à cela, risque potentiel trop lourd, ou projets sur des sols dont l'histoire montre qu'ils renferment probablement des substances polluantes, qui seront remis en circulation, si on peut dire. Il faudrait ajouter dans cette description les sédiments des rivières et des estuaires, qui ont « piégé » des produits toxiques, lesquels sont remis en suspension à l'occasion de travaux de drainage par exemple. Il vaut mieux ne pas toucher à ces *restes* indésirables, mais ce serait dommage de stériliser ainsi des sites importants, souvent bien situés, et de s'avouer vaincu par la pollution.

Des techniques de dépollution des sols ont donc progressivement vu le jour, pour les fortes concentrations tout d'abord, avec des moyens lourds : excavation et traitement en usine. En fonction du polluant, des approches diversifiées se sont développées, à base de procédés physiques, physico-chimiques, et plus récemment de stabilisation et d'extraction par des plantes. L'ADEME a réalisé un inventaire de ces méthodes, sous la forme d'un guide méthodologique édité en 2003, et qui doit être prochainement réédité du fait du progrès de ces techniques. L'Union européenne contribue activement à ces recherches.

Pour revenir à Salsigne, les minerais de cette mine et de quelques autres étaient traités à la Combe du Saut, à quelques kilomètres. L'ADEME expérimente sur ce site un procédé à base de plantes et d'amendements chimiques pour stabiliser les métaux et les empêcher soit de percoler dans les eaux souterraines soit d'être entraîné par le vent vers des zones habitées (projet Difpolmine, co-financé par le programme européen Life environnement).

Il est d'usage de dire que nous devons laisser à nos enfants une terre plus propre que celle que nous avons reçue de nos parents. C'est un retournement dans l'histoire, ou depuis la révolution industrielle, le progrès s'est réalisé par expansion du système, sans prendre garde à ses *restes*. Si on n'y prend garde à notre tour, les coûts de réhabilitation ne feront que croître, avec des déchets de plus en plus sophistiqués au point de vue chimique, comme les déchets radio-actifs, ou biologiques, si les OGM produisent des monstres biologiques, ce contre quoi nous ne pouvons pas être garantis aujourd'hui. Le développement durable nous invite à penser aux *restes* dès que la production d'un produit est envisagée, en s'arrangeant pour que ces *restes* deviennent *ressource* pour d'autres activités.

1 Voir dans ce blog le mot [Argent](#) publié le 29 mars 2006

Soldes¹

Une curiosité grammaticale. Un mot qui change de sens selon qu'il est pluriel ou singulier, masculin ou féminin.

Au *pluriel*, le mot *Soldes* n'a pas le même sens qu'au *singulier*. Au singulier, il veut dire rémunération, appointement, salaire d'une peine. C'est notamment la solde des militaires qui a donné le mot soldat, avec ces célèbres demi-soldes, dont la réputation n'est pas fameuse. Une solde singulière renvoie donc à un revenu, alors qu'au pluriel il veut dire dépenses, même si ces dépenses font faire des économies... du moins en théorie. Dans mon petit Larousse, qui date des années 1950, il n'y a que le singulier, signe que les temps ont changé depuis, une époque où les stocks ne justifiaient pas de susciter une fièvre acheteuse comme aujourd'hui. Les soldes sont bien sûr anciennes, mais n'avaient pas pris la même importance. On parlait plutôt de braderie, où étaient mélangés l'écoulement de stock en surplus et la vente de matériel d'occasion. Il y avait des foires et celles-ci contribuaient pour une bonne part au recyclage et au réemploi de produits qui n'ont pas encore fait leur temps. Les salles des ventes organisaient début décembre des ventes où chacun revendait des jouets, vêtements et vélos des premiers âges pour racheter ceux de l'âge au-dessus. E bay a remplacé cette vieille pratique, et Internet donne une nouvelle jeunesse au troc et à l'occasion. Il y a aussi les petites annonces, les vide-greniers, et les ventes de charité pour ceux qui ne sont pas familiers avec le monde de l'informatique. Tout ça est bien utile pour le développement durable, quand il s'agit de donner plus d'usage à un produit donné, et donc d'en améliorer le rendement en termes de services rendus par la matière et le travail incorporé dans ce produit. Attention toutefois à l'acharnement, qui ne serait pas ici thérapeutique mais consumériste, et qui consisterait à faire durer un instrument plus qu'il n'est raisonnable, en dehors de ses limites d'efficacité et de sécurité. Le réemploi de produits est bon s'ils ne vieillissent pas, ou si leur technologie n'évolue pas. Si leurs successeurs sur les marchés sont plus performants, il vaut mieux renouveler, et recycler.

Revenons aux soldes, vente de produits neufs qui n'ont pas trouvé preneur à leur prix initial pendant la période normale de vente. C'est à l'évidence une méthode d'ajustement, pour assainir une situation avant de démarrer une nouvelle saison. Les produits en excédent trouvent ainsi des acquéreurs à des prix inférieurs aux prix courants, ce qui élargit la clientèle susceptible d'être intéressée. Cette purge périodique correspond à une nécessité fonctionnelle, et il faut se réjouir des aubaines qu'elle provoque.

La question est toute autre quand il s'agit d'utiliser les soldes pour créer des marchés parallèles toute l'année, ce que l'on appelle des soldes permanentes. Voici un extrait du billet publié sur ce sujet le 9 janvier dernier sur le blog TOUT ALLANT VERT² sous le titre "Commerce : Des soldes permanents ou récurrents ? Une bonne fausse idée" : *Enfin sur l'objectif... qui est de faire augmenter la consommation et en*

¹ Chronique publiée le 17 janvier 2008

² <http://blog.toutallantvert.com/>

conséquence le taux de croissance. On hallucine quelque part quand **un gouvernement pousse ses citoyens à la consommation** en générale (surtout de nature matérielle). De notre côté, nous pouvons tout à fait comprendre qu'il faut que la monnaie circule dans l'économie cependant si c'est dans l'objectif de faire toujours consommer plus chaque année sous objectif de faire monter le chiffre du PIB, cet exercice a des limites. N'en parlons pas même pas pour notre planète... croire en une croissance (telle que nos économistes l'ont défini) illimitée est utopique et catastrophique pour notre planète. En tant qu'être humain, il arrive à un point où nous sommes satisfaits sur le plan matériel et souhaitons autre chose que des satisfactions d'ordre matériel alors en effet **la consommation de biens matériels "illimitée", nous n'y croyons pas du tout**. Ce n'est pas simplement en faisant consommer plus nos chers concitoyens français que nous nous porterons mieux.

Les soldes périodiques pour ajuster les stocks, bonne idée, mais des soldes permanentes pour booster la consommation, le débat est ouvert ! Est-ce compatible avec l'innovation et le recherche de la qualité, est-ce même économiquement intéressant pour les plus démunis qui n'auraient ainsi accès qu'à une société de consommation de deuxième choix, avec des produits pas chers mais obsolètes, fragiles, et onéreux à l'usage ? Le dicton populaire nous rappelle que *ça coûte cher d'être pauvre*, il faut se méfier des fausses bonnes affaires.

Le mot *solde* présente d'autres particularités quand il change de sexe. Au *masculin*, le mot n'a pas le même sens qu'au *féminin*. Ce n'est plus un salaire, une rémunération, mais un écart, une différence, que l'on supprime en soldant un compte. Le bilan comptable de la planète ne se soldera pas par des écritures, mais en s'attaquant à la réalité matérielle : nous consommons chaque année plus que ce que la Terre ne peut produire aujourd'hui, et nous soldons le compte en prélevant sur le capital. Comme l'accroissement de la population mondiale et des besoins des nations émergentes vont accentuer la pression sur les besoins, la seule réponse semble bien de renforcer la capacité productive de la planète, alors que l'on s'ingénie à l'appauvrir en pompant ses ressources et en dégradant les milieux naturels. Un thème souvent abordé dans ce blog, avec les mots *Hectare*¹, *Capital*², ou *Faillite*³. Pour la réponse faisons fi des soldes : il faut aller encore beaucoup plus loin, sur la piste esquissée autour du mot *Gratuit*⁴.

¹ [Hectare](#), chronique du 28/06/2006 et n°30 dans *Coup de shampoing sur le développement durable* (Editions Ibis Press)

² [Capital](#) (22/02/2007)

³ [Faillite](#) (24/09/2007)

⁴ [Gratuit](#) (30/04/2007)

Tuyau¹

Les turfistes seront déçus, car ce n'est pas de chevaux ni de paris dont nous parlerons ici, ou alors d'un pari bien spécial, le pari sur l'avenir. Il faut le préserver, tout en vivant bien, sans se priver. Autant dire qu'il faut être un peu malin, ou attentif, pour éviter de gaspiller des ressources, c'est-à-dire en consommer sans en tirer de bien-être particulier. Permettez-moi de vous donner un *tuyau*.

Les chiffres sont terribles : quand vous jetez un produit de 1 kg, il a fallu 100 kg de ressources pour créer le produit. Ça vaut le coup d'essayer de tirer le meilleur parti de ces 100 kg ! Ce ratio de 1 pour 100 est une moyenne, et il monte bien plus haut pour certains produits comme les ordinateurs : il faut 1,5 tonnes de matières premières pour le fabriquer. Pesez le vôtre, et faites vous-mêmes le calcul...

Pas facile dans une société dite de consommation fondée sur le renouvellement permanent des produits, dont on a fait le moteur de l'économie. La première piste est de mieux produire. Peut-on trouver des procédés de fabrication qui consomment moins de ressources pour le même service rendu ? Il s'agit bien sûr à la fois de l'équipement et des consommables associés à cet équipement. Ce qui compte pour le consommateur, c'est le service rendu au bout du tuyau que constitue le process de fabrication. Cherchons à mettre le moins d'ingrédients possibles à l'entrée du tuyau, si ce n'est du savoir faire, de la connaissance, de la compétence, bref du capital² humain. Si on pouvait améliorer ce ratio, et passer de 1 kg utile pour 100 de matières premières, à, par exemple, 1 pour 80 ou 50, quel gain ! Sans baisse de la qualité de service. Ce serait une vraie croissance, fondée sur l'efficacité dans la manière de produire, une efficacité en outre valorisable à l'exportation. Une bonne affaire.

Une deuxième piste est de mieux tirer profit de ce que nous achetons. Consommer mieux. Les encyclopédies et petits guides du savoir consommer *écologique* se sont multipliés ces dernières années. Ce sont des réflexes qui doivent entrer dans nos comportements, notamment dans les magasins quand on fait ses courses. Le fameux panier de la ménagère, souvent devenu un caddy, est une des clés du consommer mieux. On peut acheter des produits offrant des garanties pour la protection de l'environnement, ou pour les conditions sociales de leur fabrication, on peut aussi veiller à ce que leur conditionnement soit écologiquement efficace. Des volumes adaptés aux rythmes de consommation – par exemple, les grandes bouteilles produisent moins de déchets au litre consommé – des systèmes de dosage qui évitent d'utiliser le double de ce qui est nécessaire³, offrent deux sources d'économies importantes à la fois pour votre porte-monnaie et pour l'environnement.

¹ Chronique publiée le 12 novembre 2007

² Voir la chronique [Capital](#) du 22/02/2007

³ Voir à ce sujet la chronique historique de ce blog [Shampoing et développement durable](#), du 30 janvier 2006, et n° 69 dans *Coup de shampoing sur le développement durable*, livre qui lui doit son titre, éditions Ibis Press (www.ibispress.com)

L'ADEME¹ a fait le calcul : En choisissant bien ses produits et leur emballage, pour le même service rendu chez vous, vous pouvez économiser 50€ par mois et par personne. Voilà pour le volet porte-monnaie. Côté environnement, la part des déchets générés par vos achats varie le 10 à 17% de la masse totale de ce que vous avez pris sur les rayonnages. Chacun d'entre nous produit en moyenne 83 kg de déchets par an, chiffre que l'on pourrait réduire à 50 kg en faisant attention. Notez que le pire n'arrive pas toujours, heureusement, car si on adoptait le plus mauvais comportement d'achat, on pourrait atteindre 100kg de déchets. Après le *tuyau* production, le *tuyau* consommation est aussi sensible. On peut maîtriser ce qu'on y rentre, sans se priver sur ce qui en sort.

La troisième étape est bien sûr la bonne valorisation de ces déchets, par réemploi ou par recyclage notamment. Pour cela il faut trier et bien jeter, mais ce n'est que la traduction logique d'une préoccupation qui caractérise toute la chaîne de satisfaction de nos besoins. Les deux *tuyaux* de la production et de la consommation donnent deux clés du développement durable, avec le souci d'en améliorer le rendement en permanence. De l'ingéniosité et de la technique pour les fabricants, de l'attention et de la prévoyance pour le consommateur, ne sont-ce pas là des vertus extraordinaires. Le développement durable est à portée de main !

¹ ADEME, agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, www.ademe.fr

Robinet¹

Un classique du développement durable. Surtout quand il fuit ! Des chiffres éloquentes : un robinet qui goutte, c'est 4 litres par heure de gaspillés, soit 35 mètres cubes par an, à rapprocher de la consommation moyenne en France, de 50 mètres cubes par an. Continuons sur ce registre, un filet d'eau, c'est 10 fois la consommation annuelle moyenne, comme une chasse d'eau qui fuit.

La chasse au gaspi reste un must du développement durable. On gagne sur tous les tableaux. Le calcul a été fait pour un grand parc immobilier, que les techniciens dédiés au repérage et à la réparation des fuites d'eau rapportaient trois à quatre fois leur salaire. On remplace de la ressource naturelle, l'eau, par du travail humain : c'est tout bon ! On ménage la ressource, on offre de l'emploi, et en plus on fait des économies. Voilà une politique bonne pour l'environnement, l'emploi (valeur sociale) et l'économie. On est pile au cœur du développement durable. A Lorient, ville qui a adopté une politique ambitieuse de ce point de vue depuis longtemps, on a divisé par 4 la consommation d'eau entre 1978 et 2004. Et les économies ont permis de recruter du personnel pour conseiller les habitants dans leur comportement.

L'énergie offre des possibilités de même ordre. Fermer les volets le soir est source d'économies de l'ordre de 25%. C'est un peu de temps passé, en échange d'énergie économisée. Cet échange est très intéressant, puisqu'il ménage une ressource rare ou polluante à produire, au profit d'un emploi de proximité.

Les économies se trouvent dans des organisations et emplois dédiés, mais aussi dans les comportements. La campagne en cours de la fondation Nicolas Hulot et de l'ADEME sous le titre *Le défi pour la Terre²* met l'accent sur des petites décisions individuelles, dont l'impact cumulé est considérable. Laisser couler l'eau en continu pendant qu'on se brosse les dents représente 10 mètres cubes d'eau gaspillés au bout d'un an. Autre exemple : on constate une différence de 40% de consommation d'essence selon le mode de conduite. Ca vaut pour les particuliers, et encore plus pour les flottes collectives ou professionnelles, où il est possible de mener des actions de sensibilisation et de formation des conducteurs, et même de les intéresser aux résultats.

Une source d'économie réside également dans certains équipements. Il y a l'étiquetage, qui s'étend aujourd'hui de l'électroménager à la voiture, et qui concernera prochainement les bâtiments. Cette information simple permet au consommateur de prendre conscience des charges dues au fonctionnement de ses achats, et par suite d'en faire un critère d'appréciation pour ses choix, ou de négociation du prix. Acheter plus cher pour économiser ensuite peut se révéler un excellent calcul, encore faut-il être informé, disposer des indications suffisantes pour faire ce *calcul³*.

¹ Chronique publiée le 22 juin 2006

² www.defipourlaterre.org

³ [Calcul](#) (21/05/2006 et n°9 dans *Coup de shampoing sur le développement durable* (www.ibispress.com))

Il se trouve hélas que le choix est restreint, et que certaines options sont impossibles. Prenons le cas des sèche-linge. Ils consomment de deux à trois fois l'énergie nécessaire au lavage. C'est un paradoxe que la fonction essentielle, le lavage, consomme finalement beaucoup moins d'énergie que la fonction secondaire, le séchage. La parade semble simple : pourquoi avoir recours au sèche linge, pourquoi ne pas étendre le linge sur un fil, ce qui ne consomme aucun kilowatt/heure ? Et bien certains appartements n'offrent pas réellement cette possibilité. Il n'y a pas d'espace suffisant, pas de local approprié, les plafonds sont trop bas pour y installer des cadres mobiles pour y faire pendre le linge, et pas de jardin. Le linge aux fenêtres est peu apprécié, et souvent interdit. Que faire d'autre, dans ces conditions que d'acheter un sèche linge, une armoire électrique qui consomme beaucoup d'énergie pour faire ce traditionnellement la nature faisait si bien ! La réponse est donc aussi dans la conception des logements. On parle souvent des emplacements à prévoir pour les déchets ménagers, qu'il faut stocker en prévision d'un tri et d'une valorisation à venir. C'est bien, mais c'est l'ensemble des tâches ménagères qui doivent être l'objet d'une analyse environnementale.

L'eau chaude est un de ce point de vue tout à fait sensible, puisqu'il y a à la fois de l'eau et de l'énergie. Deux ressources importantes pour l'environnement et le porte monnaie des utilisateurs. Toute la chaîne doit être examinée : la source d'énergie, la chaudière, dont le rendement doit être le meilleur possible, qui doit le cas échéant avoir recours aux énergies renouvelables, au solaire, aux pompes à chaleur, etc. Ensuite, la disposition de la source d'eau chaude par rapport aux lieux d'utilisation. S'il faut attendre deux minutes, exaspérantes de surcroît, entre le moment où vous ouvrez le robinet et celui où l'eau est effectivement chaude, c'est deux minutes d'eau qui coule en pure perte, de l'eau qui a été chauffée et qui s'est refroidie dans les tuyaux. Il y a ensuite la qualité des mitigeurs, des pommes de douche, etc. Des écarts importants de consommation en dépendent, jusque 50% d'économie avec des pommes de douche performantes.

Robinet et robinetterie sont donc au cœur du développement durable. Approche triviale, mais quotidienne, cumulative, et que chacun, une fois informé, peut traduire dans ses choix personnels. Une manière de contribuer personnellement à une œuvre collective.

Compteur¹

Un mot important, car il y a derrière l'idée de la mesure de ses consommations, et si l'on veut parvenir à les maîtriser sans se serrer la ceinture, il va falloir comprendre précisément en quoi elles consistent, et comment elles se constituent. Il y a beaucoup d'économies à faire, qui ne coûtent rien si ce n'est un peu d'attention, ou un petit matériel de régulation, ou encore une organisation adaptée. Des économies à moindre coût en termes de mode de vie, de plaisir. Cela conduit souvent à compter les dépenses poste par poste, pour les analyser et en déduire les améliorations à apporter, les gisements d'économies faciles à exploiter. Il faudra ensuite aller plus loin, chercher d'autres économies, mais ce sera toujours plus facile une fois les premiers résultats engrangés. Dans une maison, dans une ville, on va placer des compteurs partout où il y a des unités bien identifiables, tel appareil ou tel équipement par exemple, de manière à suivre les consommations et vérifier qu'elles sont bien utiles. C'est en examinant les compteurs d'eau au milieu de la nuit, à un moment où il n'y a pas de consommation, sauf exception, que l'on repère s'il y a ou non des fuites, que l'on va ensuite cerner plus précisément pour les trouver et les réparer.

Le comptage permet aussi de responsabiliser les consommateurs, même si des procédures de compensation et de solidarité peuvent lui être associées. Pour atteindre l'objectif *facteur 4*, c'est-à-dire diviser par quatre les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050, il faut bien compter, et compter finement pour intervenir là où ce sera le plus efficace.

On admet volontiers qu'il y ait un compteur pour l'essence ou l'électricité, ou encore pour l'eau. Il est fortement envisagé d'en avoir aussi pour les déchets. Au lieu de payer forfaitairement en fonction de critères généraux, comme la valeur locative, on payera au poids, chaque poubelle étant identifiée et pesée au moment de la collecte. D'autres pays que la France le font déjà sous des formes diverses, comme les sacs d'une contenance limitée, obligatoires pour présenter ses déchets, et pour lesquels on acquitte d'une taxe en les achetant.

Sortir du forfait, pour que chacun se rende compte de sa contribution à l'empreinte écologique² ou à la pression qu'il fait subir à la planète, et puisse participer à la réparation dans un esprit pollueur payeur, qui pourrait alors être nommé *usager des ressources – payeur*, est à l'évidence un progrès, mais les effets pervers guettent, auxquels il faut faire attention. Il y a les tricheurs, qui jettent leurs déchets dans la poubelle du voisin, il y a ceux qui bourrent les sacs jusqu'à les faire craquer, sans parler des surendettés qu'il n'y a pas de raison de rendre irresponsables, mais qui ne peuvent pas assumer cette charge supplémentaire. Autant de précautions à prendre, mais l'expérience montre qu'il n'y a pas d'obstacle majeur sur cette voie, incontournable, vers le développement durable. Le problème est sans doute plus compliqué là où il n'y a pas de compteur. Il y a un compteur à la pompe où vous prenez votre essence, mais il n'y en a pas sur votre pot d'échappement. Il y a un compteur sur votre arrivée d'eau, chez vous, mais il n'y en a pas sur les tuyaux d'évacuation des eaux usées. S'il y a une cotisation à payer pour la pollution de votre voiture ou les eaux que vous rejetez, c'est en mesurant la consommation qu'elle vous est affectée. Si vous réglez avec soin votre moteur pour polluer au minimum, ou si vous faites attention à ne pas évacuer dans les égouts de produits toxiques ou difficiles à éliminer, vous n'en serez pas récompensé, et vous ne serez pas pénalisé si vous faites n'importe quoi.

¹ Chronique publiée le 11 octobre 2007

² Voir la chronique [Hectare](#) du 28/06/2006 et n°30 de Coup de shampooing sur le développement durable aux éditions IbisPress (www.ibispress.com)

Payer pour les rejets uniquement en fonction de votre consommation est injuste pour ceux qui polluent peu, ceux qui font attention, et deviennent par symétrie des aubaines pour les insouciants ou les tricheurs. Et pourtant, en matière de ressources, de cadre de vie, de santé, les rejets sont aussi importants que la fourniture. Nous vivons dans des systèmes naturels qui fonctionnent souvent en boucles, les rejets devenant des matières premières, à l'issue d'un parcours parfois long, parfois court selon les cas. Les efforts pour réduire l'impact des rejets devraient donc être valorisés, ce qui n'est guère possible sans suivre de près les rejets de toutes natures. La manière dont un déchet est renvoyé dans le milieu est également très importante, et sans comptage, on peut craindre le pire : les écarts de prix, entre un déchet toxique traité convenablement ou évacué en douce là où on ne regarde pas, entraînent des tentations fortes.

Les rejets des uns pouvant devenir les matières premières des autres, un marché s'est progressivement créé pour certains d'entre eux. Ce sont des bourses des déchets, qui offrent parfois un débouché intéressant. En poussant cette logique, on a imaginé des parcs éco industriels, où sont regroupées des entreprises qui se nourrissent ainsi les unes les autres. Bonne idée, qui fonctionne mais crée des liens de dépendance¹ entre les entreprises d'un même site, la déconfiture éventuelle de l'une d'elle risquant de fragiliser les autres.

D'une manière plus générale, les rejets n'étant pas tous des matières premières en puissance, et notamment le gaz carbonique, il va bien falloir faire entrer les rejets dans une économie consciente, avec ses acteurs et ses règles du jeu. Rejeter dans la nature, c'est accaparer une capacité de régénération ou de stockage, prélevée sur un potentiel limité, celui de la planète. Payer pour ce service n'est pas scandaleux, et il vaut mieux le faire sur des bases objectives et transparentes que de manière très grossière, forfaitaire, et occulte. Que les produits de consommation fassent l'objet d'un marché, régulé quand c'est nécessaire, est une chose couramment admise. Elle permet d'opérer des ajustements entre l'offre et la demande, de mieux apprécier la valeur que la société accorde à telle ou telle consommation. Il va falloir s'habituer à ce que les rejets fassent eux aussi l'objet d'un marché, également régulé, avec évidemment des compteurs. Ainsi valorisés, les rejets feront l'objet de toutes les attentions de la part de ceux qui les produisent.

C'est un nouveau pan de l'économie qui se crée ainsi sous nos yeux, avec en vedette le gaz carbonique.

1 [Dépendance](#) , chronique du 04/10/2007

Achat¹

Le pouvoir d'achat serait une des préoccupations principales de nos concitoyens. La question prend sans doute une acuité particulière à l'approche des fêtes, mais elle touche chaque jour la plupart d'entre nous, qui devons nous loger, nous nourrir, nous habiller, envoyer les enfants à l'école, etc. et profiter un peu de la vie, avec quelques économies pour partir au soleil, et nous faire plaisir avec une belle télévision, ou une voiture plus confortable. Le pouvoir d'achat, c'est de l'argent injecté dans un système complexe, qui tourne mais qui connaît aussi des oubliettes, des bas de laine, et toutes formes d'économies qui peuvent être placées de bien des manières différentes. Voilà donc un enjeu social et économique fort. Au centre de la politique d'un pays, objet de négociations entre partenaires sociaux, il occupe une place à part, mais il peut faire oublier que tout ne s'achète pas, qu'il y a aussi une auto production, et que le temps, c'est de l'argent. Rentrer plus tôt chez soi permet d'économiser sur la garde des enfants par exemple. De l'argent gagné, mais aussi une possibilité de renforcer les liens familiaux, de suivre de plus près le travail des enfants à l'école, de leur donner une éducation au sens plein du terme.

Le pouvoir d'achat, c'est aussi le jardin. Pas d'argent mais des produits qui contribuent à l'équilibre des comptes du ménage. L'attachement aux jardins familiaux, organisés ou spontanés, témoigne de l'importance de cette pratique, qui ajoute au revenu en nature un loisir, des relations avec ses voisins, et une activité en liaison directe avec la nature. Attention aux excès, l'emploi massif de produits, engrais et pesticides, fréquent dans les jardins et à des doses bien plus élevées que dans l'agriculture traditionnelle, ou encore la discipline imposée aux jardiniers par leurs associations, parfois très rigides. Sous ces réserves, on voit apparaître une activité bonne pour le pouvoir d'achat, l'environnement et la vie sociale. Ça sent bon le développement durable. Le jardin est d'ailleurs entré de plain pied dans l'histoire sociale, et de plusieurs manières. Tantôt c'est un moyen de stabiliser des ouvriers, de leur offrir un complément de revenu et des les occuper sagement, comme dans la grande industrie du Nord au début du XXe siècle, tantôt c'est la base arrière des travailleurs en lutte, qui peuvent tenir des grèves dures et longues grâce à leur jardin, comme au Joint Français à St Briec en 1972.

Les compléments de revenus, ce sont aussi les retraités qui les apportent. La garde et l'éducation des enfants, les petits mais nombreux services rendus à la maison, ce sont autant d'économies qui sont faites par les actifs, qui les dégagent de certaines de leurs obligations, qui allègent leurs charges².

On ne peut pas parler de pouvoir d'achat sans évoquer les services publics dont chacun bénéficie dans des conditions économiques avantageuses. L'école en est un bon exemple, la santé aussi, même si dans les deux cas il reste des dépenses à assurer, pour les livres scolaires ou les tickets modérateurs. Parlons aussi des transports en commun, dont tous ne profitent pas de la même manière, en centre ville, dans les banlieues et à la campagne, mais qui constituent un véritable élément d'un pouvoir d'achat. Une facilité dont bénéficient également les commerçants, dont le rayon d'influence est élargi, tout comme les employeurs pour leur zone de recrutement.

Le pouvoir d'achat n'est pas que la traduction de la feuille de paye, il prend des formes bien plus nombreuses et imprévues, parfois bien mal contrôlées. Dans le prolongement des

¹ Chronique publiée le 3 décembre 2007

² Voir à ce sujet la chronique [Inactif](#) du 07/06/2007

transports en commun, évoquons les modes d'urbanisation : Selon que vous pouvez passer d'une voiture, ou que vous deviez en avoir une pour chaque membre de la famille, votre pouvoir d'achat ne sera pas le même. Entrons dans votre maison. Prenez un petit matériel ménager. Selon que vous pourrez ou non le réparer facilement en cas de panne, votre pouvoir d'achat en sera affecté. S'il faut le remplacer au premier tousotement, ou s'il peut voir sa vie prolongée grâce à un bon entretien et à quelques interventions mineures, ce n'est pas la même chose. Le conditionnement, l'emballage des produits pèse d'un poids plus ou moins lourd sur votre pouvoir d'achat. En choisissant bien ses produits et leur emballage, pour le même service rendu chez vous, vous pouvez économiser 50€ par mois et par personne¹. Certains matériels sont de vrais pièges pour ceux qui ne peuvent investir suffisamment. Les chaudières les plus économiques sont plus chères à l'achat, ce qui les interdit souvent aux plus pauvres - il est bien connu que *ça coûte cher d'être pauvre* – tandis que certains lampadaires à halogènes, qui ne coutent que très peu à l'achat, consomment énormément d'électricité et d'ampoules, ce qui dégrade directement le pouvoir d'achat de leurs propriétaires.

La question posée aujourd'hui avec force, le pouvoir d'achat, est donc multiforme, et des réponses simples ne permettent guère d'avancer. Il y a le revenu, mais aussi les dépenses, notamment le volume des dépenses obligatoires ; il y a les produits et les services achetés, avec leur efficacité réelle, celle dont vous bénéficiez. Il faut y ajouter les services gratuits dont chacun dispose, du jardin public à deux pas de chez vous au coup de main qu'un parent ou un voisin vous apporte. La solitude pèse aussi sur le pouvoir d'achat.

L'achat n'est sans doute pas la bonne référence, car tout ne s'achète pas, nos besoins les plus essentiels peuvent souvent être pris en charge autrement que par une transaction commerciale, du moins en partie. La capacité de produire par soi-même une partie de ce que nous consommons, de réparer, de faire durer la vie d'un matériel, de s'entraider, corrige sensiblement le pouvoir d'achat. A l'inverse, il se rétrécit quand la vie sociale se dégrade, quand vous êtes loin des centres de vie, quand l'espace qui vous est offert se réduit comme une peau de chagrin, quand l'offre de produits ne répond plus vraiment à la demande. Au lieu de *pouvoir d'achat*, on pourrait dire *pouvoir de vie*, plus largement, ou *pouvoir de vivre* pour reprendre le titre du programme des écologistes aux élections présidentielles de 1981², il y a plus d'un quart de siècle...

1 On se reportera sur ce point à la chronique [Tuyau](#) du 12/11/2007

² Aujourd'hui l'écologie *Le pouvoir de vivre*, le projet des écologistes avec Brice Lalonde, numéro spécial de la revue *Ecologie*, mars 1981.

Différent¹

Le nom signifie une querelle, une contestation, et il s'écrit alors avec un D. Avec un T, pour reprendre la célèbre différence entre les deux policiers des aventures de Tintin, on a l'adjectif *Différent*, que le dictionnaire définit comme *dissemblable*, ou encore *plusieurs, divers*. Une des définitions du développement durable étant l'intelligence à plusieurs, l'adjectif doit nous intéresser ! C'est que le monde est complexe, c'est d'ailleurs ce qui en fait le charme, avec ses innombrables composantes, sa variété de caractères, qui fait que la même espèce peut présenter une infinité de différences. Il serait bien maladroit de lui imposer un traitement uniforme, et d'abandonner ainsi, voire de mettre en péril, la richesse que cette diversité représente. Le développement durable demande une approche *différenciée*, des Hommes et des espaces. Évidemment, ce serait bien plus simple de « ne voir qu'une seule tête », ou encore qu'un seul modèle de développement. Les instructions seraient les mêmes pour tout le monde, et on ferait l'économie d'une analyse fine, préalable aux projets et aux interventions. Mais quel appauvrissement !

La gestion uniforme des milieux, hélas, n'est pas exceptionnelle, avec le gâchis qui en résulte. Oublions-la, et parlons de préférence de leur gestion différenciée.

Le concept est né au début des années 1980 dans l'agglomération Rennaise, avec un code de qualité pour les espaces verts de la ville, prolongé une dizaine d'années plus tard par un code vert pour ceux des villes voisines, du district de l'époque. Le principe en est simple : selon les usages, les espaces ne doivent pas être gérés de la même manière. C'était malgré tout une révolution, parce que ce simple énoncé revenait à prendre des libertés par rapports aux pratiques courantes, fondées essentiellement sur une approche horticole, qui s'imposait indépendamment des usages. Il fallait aller au-delà, et faire accepter aux jardiniers des villes de nouvelles méthodes, parfois contraires à ce qu'ils avaient toujours fait. Ici, les pelouses classiques tondues très fréquemment sont transformées en pelouses fleuries hautes, tondues uniquement quand l'herbe dépasse 30 cm. Là, dans des zones de loisir, des prairies maigres sont coupées 3 à 4 fois par an. Ailleurs, des couvre-sols sont implantés au pied des arbres². Le bon sens, auquel il est fait souvent référence quand on tente de trouver les voies du développement durable, prouve ici tout son intérêt. Quoi de commun entre des espaces de prestige, dont la fonction est avant tout visuelle, et qui doivent être soignées dans tous les détails, et des espaces verts de lotissements, destinés aux jeux des enfants. La gestion différenciée permet à la fois de mieux répondre aux besoins, de faire des économies, et de préserver l'environnement : par exemple, à Rennes, si au Thabor le sol d'un massif d'arbustes est balayé de ses feuilles tous les automnes, cela justifie-t-il que par analogie un boisement soit dégarni de sa litière chaque année ? Pour obtenir cette gestion différenciée, il faut savoir dépasser des cloisonnements et des rigidités trop souvent en vigueur. C'est dès la conception de ces espaces qu'il faut prendre leur usage en considération, et à Rennes, on parle aujourd'hui de *conception différenciée*, la gestion n'en étant que le complément logique. Inventaire des espaces existants, diagnostic sur leur place dans le paysage urbain et leur usage actuel et potentiel, participation à la gestion urbaine de proximité incluant bien d'autres préoccupations, figurent parmi les conditions à remplir pour faire vivre utilement la gestion différenciée, qui doit s'adapter en permanence aux usages.

¹ Chronique publiée le 29 mars 2007

² Ces pratiques, aujourd'hui devenues « naturelles », sont décrites dans le bilan 1988-1991 du protocole Environnement de l'agglomération Rennaise, *Pour l'environnement une action concertée*, DRAE Bretagne et AUDIAR, 1991.

Au delà de la gestion des espaces publics, c'est toute la diversité des espaces de nature qui doit être prise en charge, avec une gamme d'instruments allant de l'acquisition par la puissance publique à l'instauration d'un règlement, en passant par la sensibilisation des acteurs, et un enrichissement de l'offre de services aux particuliers pour l'entretien des jardins.

Présentée à partir de l'expérience sur les espaces verts de l'agglomération Rennaise, la recette de la gestion différenciée trouve bien d'autres applications.

La notion de paysage sonore, par exemple, se substitue à la recherche uniforme du silence. La succession de zones calmes et animées, constituée en fonction des usages et des morphologies urbaines, est un exemple d'une *gestion différenciée* à intégrer dès la conception d'un quartier, ou à l'occasion de travaux importants. Accepter le bruit de rues passantes et commerçantes, tout en assurant le calme pour les populations riveraines, ne s'improvise pas, et demande un travail fin le plus en amont possible. La même réflexion vaut à l'intérieur d'un logement, ou bien d'un bâtiment à usage professionnel, où l'existence de zones animées, acceptant un certain niveau de bruit, ne doit pas empêcher le repos ou la concentration dans d'autres parties de l'immeuble. L'uniformité alignée sur les exigences les plus fortes n'est pas une bonne solution, ni en matière de qualité de vie, ni financière. De même que tous les espaces verts ne doivent pas devenir des gazons anglais, toutes les rues, toutes les pièces d'une maison ne doivent pas sacrifier à un silence absolu qui deviendrait vite insupportable.

Autre exemple : la *lumière*¹. L'éclairage public, notamment, permet d'illustrer cette recherche de différenciation. Selon les horaires, qui eux-mêmes sont fortement liés aux usages, ou selon les lieux, de grand passage ou de passage occasionnel. Le concept d'urbanisme lumière prend ainsi toute sa force, car il s'agit de créer un paysage nocturne avec du relief, au lieu d'un éclairage uniforme, et par suite surdimensionné pour la plus grande partie des espaces. Qualité de vie, qualité du paysage urbain de nuit et mise en valeur de sites et de points singuliers, fontaine ou monument, économies d'énergie, la gestion différenciée de l'éclairage public se révèle productive sur de nombreux plans. Elle nécessite un travail de conception, d'intelligence, fondée sur l'analyse des lieux et l'écoute des habitants. Les cloisonnements entre disciplines doivent, là encore, être dépassés. Le concepteur lumière doit réunir autour de lui, outre les services municipaux qui auront à gérer au quotidien ses installations, des architectes, des urbanistes, des sociologues, des coloristes, des bureaux d'études électricité, voire des historiens et les services de sécurité.

Accepter que le monde soit plein de différences, et les cultiver, en tirant parti, pour faire des économies tout en répondant mieux aux attentes et en respectant l'environnement : Il semble qu'on soit bien dans l'esprit du développement durable. La gestion différenciée semble s'imposer au bon sens, mais dans la pratique, le poids des habitudes, des cloisonnements, et le besoin légitime de contrôler et d'évaluer, qui entraîne souvent l'adoption de grilles bâties sur le même modèle, la rend bien difficile à mettre en place. Il n'est pas toujours simple de valoriser le *différent*, c'est à la fois plus exigeant et plus exaltant que la politique du moule unique où tous les projets seraient coulés. Ça rend sûrement plus intelligent, aussi, plus ouvert, plus attentif, on est bien sur la voie du développement durable.

1 [Lumière](#) chronique du 14 décembre 2006 et n°39 dans Coup de shampoing sur le développement durable (www.ibispress.com)

Chèque¹

S'il est un domaine où le *bois*² n'a pas une bonne réputation, c'est bien celui des chèques. Il est toutefois moins embarrassant que le chèque en blanc que nous tirons chaque jour : chaque fois que nous reportons une dépense, ou un choix douloureux, à demain, c'est un chèque en blanc que nous tirons, un chèque qui devra être payé par nos enfants. Certains penseront que ce sont nos héritiers, que nous leur donnons bien assez et que nous pouvons et bien se permettre de leur laisser aussi quelques dettes, comme nos parents nous ont laissé les sols pollués de la révolution industrielle. Tirer des chèques pour investir, et laisser aux générations futures un capital productif supplémentaire, voilà une attitude durable. Mais laisser des déchets nucléaires quasi éternels, des sédiments marins chargés de métaux lourds, et un climat fortement dégradé, revient à signer des traites, des billets à terme, qui devront être honorés durablement, si l'on ose dire, par nos descendants. Les déficits publics sont alarmants³, mais ce ne sont que des comptes en monnaie. Que dire des comptes en matières, en capacité de renouvellement de la capacité de production de la planète ?

Chaque dégradation de la planète, chaque ressource extraite est une forme de chèque signé aujourd'hui, et qui devra être payé plus tard. Le problème est que nous ne savons pas à combien il se montera. Ne sommes-nous pas en train d'acheter au prix d'or des ressources dont on ne fait qu'un usage bien médiocre, et dont nous pourrions même parfois se passer ? Le chèque en blanc prend aussi la forme de modes de vie, des habitudes de consommation, des organisations sociales et territoriales fortement prédateurs, non durables dans tous les sens du terme, et dont nous aurons bien du mal à se sortir quand il faudra l'honorer.

La nature est bonne fille, elle nous prodigue ses largesses, mais avec ses propres règles, qui souvent nous agacent. Le soleil, le vent, les marées, la richesse biologique des milieux naturels, le froid, le rythme des saisons, voilà un capital formidable, mais qu'on ne peut exploiter sans en comprendre les lois et en s'y soumettant, ce qui est fâcheux. L'Homme n'est-il pas le roi de la création, après tout ? Pourquoi se soumettrait-il à ces lois qui ne sont pas les siennes ? C'est ainsi que la capital nature est bradé, ressources non renouvelables et capacité de renouvellement des autres. L'exploitation minière des sols agricoles les a appauvris et parfois stérilisés ; les océans sont menacés par la disparition d'espèces régulatrices comme les *requins*⁴, ou bien par la prolifération d'algues qui pompent tout l'oxygène disponible et stérilisent les secteurs les plus sensibles de la mer, ceux de la reproduction des poissons.

¹ Chronique du 19 août 2008

² [Bois](#), chronique du 26/10/2006

³ On pourra sur ce point se reporter au mot [Faillite](#) (24/09/2007)

⁴ [Requin](#), chronique du 07/04/2008

Quel chèque permettra de payer la reconstitution du stock de poissons des profondeurs¹, d'ores et déjà gravement atteint, ou encore le repeuplement de la mer Méditerranée en thons rouges, quand le dernier d'entre eux aura été pêché ? Nous oublions de signer les chèques quand nous prélevons des biens considérés comme gratuits, alors qu'ils ont un prix. La facture arrivera quand même, à payer par nos héritiers. Rien changer, ou prendre des décisions qui couteront plus cher demain, c'est tirer des chèques sur l'argent des autres. Est-ce bien durable ?

¹ Voir à ce sujet la note [Grenadier](#) (chronique du 09/11/2006 et n°29 dans *Coup de shampoing sur le développement durable*, www.ibispress.com)